

Revue LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7524

N° 0001 - Juin 2024

Revue LES TISONS



Revue LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Éditions *Cerfed*

Arrond. 5, Sect. 22, Av. Toguiyeni

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>
<http://www.revuelestisons.bf>
lestisons@revuelestisons.bf

S/C Université Joseph KI-ZERBO
BV 30053 OUAGA 1200 Logements
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso
(+226) 66006650/70104853

PRÉSENTATION/POLITIQUE ÉDITORIALE

Sous l'impulsion de M. Fatié OUARTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrication des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : **Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie,**

Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

MODE DE SOUMISSION ET DE PAIEMENT

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : lestisons@revuelestisons.bf.

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUARTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

CONSIDÉRATION ÉTHIQUE

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

NORMES ÉDITORIALES

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38^e session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Catherine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

DIRECTION DE PUBLICATION

Directeur : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Directeur adjoint : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

RESPONSABLE DES FINANCES

Mme Fati IDOGO, Agent des Services administratifs et financiers, UFR/SH, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Secrétaire : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Membres : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso); Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

COMITÉ DE LECTURE

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Clotaire Alexis

BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Damien DAMIBA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso); Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso); Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gauthier YÉ, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado KABORÉ, CR, Historien, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado Joël OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Jérémie ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso); Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso); Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Noumoutié SANGARÉ,

Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ollo Pépín HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso); Dr R. Ulysse Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Rasmata BAKYONO/NABALOU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso); Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Serge SAMANDOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso); Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso); Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Bouma F. BATIONO, PT,

Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire); Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso); Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun); Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin); Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique); Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun); Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique); Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Firmin GOUBA, MC, Communicologue, IPERMIC, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada); Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France); Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada); Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique); Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo); Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ludovic KIBORA, DR, Anthropologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Sébastien YUGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina

Faso); Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali); Dr Décaird KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire); Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo); Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun); Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire); Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali); Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire); Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France); Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal); Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali); Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire); Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal); Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique); Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France); Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ; Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

Table des matières

L'épistémologie naturalisée selon Willard Van Orman Quine : chemin d'une science pour tous ... NATCHIA Koutoua Jean de Dieu.....	15
Socio-anthropologie d'une Maladie Tropicale Négligée dans une zone rurale du Niger : l'exemple de la lèpre à Danja et bourgades environnantes de Maradi ... MALAM MAMANE SANI Ibrahim, SOULEY ISSOUFOU Mamane Sani, ELHADJI DAGOBI Abdoua	39
Les instruments juridiques et méthodologiques de l'éthique de la recherche en Afrique subsaharienne : une revue systématique de la littérature ... ADJOVI Ingrid Sonya Mawussi, BALLEY Chabi Marius, MOUMOUNI MOUSSA Ismail, ADAMOUM Aïman	61
John Locke et la modernité libérale : aux sources de la tolérance ... BIYOGHE Pamphile.....	85
Partir de Fénelon et Condorcet pour repenser l'instruction des filles ... YABRÉ Kirgoua	109
Défis et perspectives de l'officialisation et la promotion des langues nationales au Burkina Faso BATIONO Zomenassir Armand	125
Du rejet de l'ambiguïté linguistique : principe majeur de la consolidation sociale ... COULIBALY Nalourgo Drissa.....	149
Stratégies d'empowerment et lutte contre l'extrémisme violent dans la Région des Savanes au Togo	167
Les particularités stylistiques de la poésie de Pacéré Frédéric Titinga ... BELEM Hamidou.....	203
Production d'œuvres d'art sculptées dans la controverse de l'inné et de l'acquis à Daloa en Côte d'Ivoire ... N'GUESSAN Kouadio Raymond	229
De la tripartition de pouvoirs chez Montesquieu : prévention contre l'abus de pouvoir ... SOUMBOUNOU Mamadou.....	243

Suivi parental des activités scolaires à domicile et réussite scolaire des élèves du lycée municipal de Yagma à Ouagadougou ... OUÉDRAOGO Fernand, SANKARA Yassia	261
Influence de l'intelligence émotionnelle sur le succès de carrière professionnelle chez les agents des institutions financières de Lomé au Togo ... KAZIMNA Pazambadi & LOAMEDENUDZI Koffi	289
Expressions littéraires et déconstruction des normes sociétales dans Devoir de cuissage de Hadiza Sanoussi BELEMTOUGRI Datoussinmaneba Xavier.....	305
Intelligence artificielle et robotique au service du système de santé de l'humanité ... AKA Pancrace	325
Perceptions des femmes utilisatrices des méthodes contraceptives non-médicales Au Burkina FASO ... BATIONO Nestor, SO Abdoulaye, KABORÉ Ahmed, NGANGUE Patrice, DRABO K. Maxime	347
Valeurs/savoirs endogènes et développement dans l'histoire et la littérature factuelle du Burkina Faso ... COULIBALY Dofini Dieudonné, DIPAMA Wend-Vénègda Arsène.....	367
Cultures et déliaison sociale en Afrique : de la recherche d'un vivre ensemble par une analyse critique du concept d'ivoirité ... TIENTEGA Koudregma Yaya	397
Le news management institutionnel : quels processus stratégiques pour la créativité dans l'espace ouest africain ? ... BEYI Wendgoudi Apollinaire	415
La réputation numérique de Dii Alfred Diban KI-ZERBO ... PARÉ Cyriaque	444



**Stratégies d'empowerment et lutte contre
l'extrémisme violent dans la Région des Savanes
au Togo**

*Empowerment strategies and fight against violent ex-
tremism in Savanes Region in Togo*

PENN Laré Batouth
Maître de Conférences de Sociologie
Université de Lomé, Togo
ibatouth@gmail.com

Pour citer cet article

PENN Laré Batouth, 2024, « Stratégies d'empowerment et lutte contre l'extrémisme violent dans la Région des Savanes au Togo », Revue LES TISSONS, No 0001, Vol.1, Juin, p. 167-201.

Résumé : En 2019, le Togo adoptait le décret visant à éradiquer ou à réduire la propagation de l'extrémisme violent sur l'ensemble du territoire nationale, d'une part, et à renforcer la coopération et la collaboration entre l'administration, les forces de défense et de sécurité et la société civile, d'autre part. En tant que société organisée qui poursuit cette finalité, il importe d'identifier les stratégies les plus efficaces pour y parvenir. La participation (ou l'*empowerment*), à travers la possibilité conférée à une communauté d'être actrice de sa sécurité, semble être le socle sur lequel la lutte contre l'extrémisme violent pourrait se réinventer. L'objectif de cette recherche est d'analyser la place essentielle qu'occupent la participation et le rôle des communautés à la base dans les politiques de lutte contre l'extrémisme violent au Togo. Pour réaliser la recherche, un recours à la revue de littérature grise et des entretiens semi-dirigés avec des expertes et experts sont effectués. Les résultats de la recherche indiquent que les politiques d'*empowerment* permettent de réduire les effets de l'extrémisme violent, sans toutefois s'attaquer à ses causes. Elle suggère de s'appuyer sur les origines de l'*empowerment*, et de sa traduction en capacité d'agir, comme sur les théories dans lesquelles il puise, pour en comprendre les ressorts, les intérêts et limites pour la lutte contre l'extrémisme violent dans la Région des Savanes au Togo.

Mots-clés : développement à la base, empowerment, extrémisme violent, gouvernance, Région des Savanes.

Abstract: *In 2019, Togo adopted the decree aiming to eradicate or reduce the spread of violent extremism throughout the national territory, on the one hand, and to strengthen cooperation and collaboration between the administration, the forces of defense and security and civil society, on the other hand. As an organized society pursuing this goal, it is important to identify the most effective strategies to achieve this. Participation (or empowerment), through the possibility given to a community to be an actor in its security, seems to be the basis on which the fight against violent extremism could reinvent itself. The objective of this research is to analyze the essential place occupied by the participation and role of grassroots communities in policies to combat violent extremism in Togo. To carry out the research, a review of gray literature and semi-structured interviews with experts are used. Research results indicate that empowerment policies*

help reduce the effects of violent extremism, without addressing its causes. She suggests relying on the origins of empowerment, and its translation into the ability to act, as well as on the theories on which it draws, to understand its sources, interests and limits for the fight against extremism violent in the Savanes Region of Togo.

Key-words : *grassroots development, autonomisation, empowerment, extrémisme violent, gouvernance, Savanes Region*

Introduction

La question de l'*empowerment* constitue un important enjeu de politiques publiques locales ou national en matière de lutte contre l'extrémisme violent au Togo. Employé depuis des décennies aux Etats-Unis et émergeant récemment au Togo, le concept d'*empowerment* sous-tend un rôle actif des populations dans les processus d'action publique au niveau local, notamment dans les zones à risques. Il vise à maximiser la participation des habitants autour d'objectifs de justice sociale et d'accès aux droits économiques et sociaux, en prenant en compte les phénomènes de pouvoir dans la société (C. Dane, 2007).

Dans le contexte de l'action publique togolaise, le Ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (MDBAJEJ, 2012) présente le développement à la base comme une finalité et comme un processus tendant à accroître la participation active des habitants dans leur communauté à la base, à réduire les inégalités et à lutter contre la pauvreté et les exclusions. Le développement à la base est défini ainsi comme :

Un processus par lequel une communauté de base, à un moment de son histoire, s'organise pour une meilleure mobilisation et une meilleure utilisation des ressources et forces dont elle dispose, en vue d'atteindre un état jugé meilleur par elle-même conformément à ses aspirations et ses normes culturelles. Le développement à la base apparaît donc comme une condition nécessaire au développement du pays, car c'est un développement centré sur les besoins fondamentaux des populations et sur leur propre capacité d'organisation et fondé sur une approche participative (MDBAJEJ, 2012, p. 16).

C'est dans cette perspective que le gouvernement du Togo a décidé d'inscrire le développement à la base dans une approche d'*empowerment* à l'instar des orientations de la Banque mondiale (D. Narayan, 2005). L'*empowerment* renvoie à des principes comme la capacité des individus et des collectivités à agir pour assurer leur bien-être ou leur droit de participer aux décisions les concernant, qui guident la recherche et l'intervention sociale auprès des populations marginalisées et pauvres depuis plusieurs décennies aux États-Unis (B. L. Simon, 1994). Les premières théories de l'*empowerment* élaborées aux États-Unis sont donc ancrées dans une vision philosophique qui donne la priorité au point de vue des opprimés, afin que ces derniers puissent s'exprimer mais aussi acquérir le pouvoir de surmonter la domination dont ils font l'objet (J. B. Wise, 2005). Parmi les nombreuses sources d'inspiration des travaux sur l'*empowerment*, la perspective de responsabilisation (I. Denamiel, 2006 ; E. Hache, 2007) occupe une place de choix. La démarche responsabilisante d'appropriation du pouvoir requiert un travail sur la disposition réflexive de l'individu et sur son estime de soi afin de stimuler les fonctions d'autoévaluation, d'auto-jugement et d'autodiscipline.

Dans le souci de circonscrire cette étude, le choix a été porté sur la Région des Savanes, une région du Nord-Togo, limité au Nord par le Burkina Faso, à l'Est par le Bénin, à l'Ouest par le Ghana et au Sud par la région de la Kara. La particularité de la région a déjà retenu l'attention de plusieurs auteurs (K. T. T. Tchamiè, 1993 ; L. De Hann, 1993 ; K. Sokemawu, 2015 ; L. B. Penn, 2017). Elle présente des vulnérabilités, et les facteurs déstabilisateurs sont nombreux. Selon Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS, 2022), la Région des Savanes concentre une grande partie des difficultés économiques, sociales et politiques sur lesquelles ont prospéré les groupes armés extrémistes dans les pays sahéliens : chômage de masse et sous-investissement chronique dans les domaines de l'emploi, des infrastructures et de l'aménagement du territoire ; éloignement du pouvoir central et sentiment de marginalisation des populations de la région.

Comme au Sahel, les tensions dans la Région des Savanes s'expriment volontiers dans la récurrence de conflits

communautaires et fonciers souvent qualifiés par les acteurs de « traditionnels » (Konlani, 2021). Mais ces conflits, qu'ils mettent aux prises des populations d'agriculteurs « autochtones » (Moba, Gangam, Tchokossi) entre eux ou avec des populations « nomades » peulhs sédentarisées ou transhumantes, révèlent d'abord les difficultés des pouvoirs locaux et centraux à développer une région, en grande partie rurale, soumise à de fortes pressions sur les ressources naturelles et la progression des cultures.

Le développement du banditisme et du trafic illicite (essence, drogue ou armes artisanales) comme palliatif au sous-emploi ou comme ressource « traditionnelle » des zones transfrontalières représentent aujourd'hui un défi particulier dans la Région des Savanes. Le contrôle des filières de l'économie grise dans l'espace sahélo-guinéen est devenu l'un des moteurs de la progression des groupes extrémistes violents sahéliens en direction des pays côtiers.

La ville de Cinkansé, opportunément partagé entre le Togo et le Burkina Faso, est un carrefour commercial propice à toutes les affaires. De même, les communes considérées comme négligées telle que Mandouri, située à quelques kilomètres des aires d'influence des groupes extrémistes violents dans la zone des parcs Arly et Pendjari, représente aujourd'hui des cibles probables ou avérés des groupes armés. Ainsi, la proximité de la Région des Savanes avec les zones des pays voisins les plus exposées à la violence extrémiste : régions de l'Est et du Centre-Est au Burkina Faso, départements de l'Atakora et de l'Alibori au Bénin, Northern Region et Upper West/East au Ghana, renforce la crainte d'une implantation de groupes armés jouant à la fois sur le ressentiment des populations envers le pouvoir, les tensions intercommunautaires et la volonté de contrôler des filières de trafics illicites passant par le Burkina Faso, le Ghana et le Bénin.

C'est dans ce contexte socio-économique et sécuritaire difficile qu'il est important de mobiliser les stratégies d'*empowerment*, c'est-à-dire un ensemble de mesures destinées à combattre l'extrémisme violent. En conséquence, l'*empowerment* doit être considéré comme une pratique tendant à augmenter les capacités des individus et des collectivités à agir pour assurer leur bien-être ou leur droit de

participer aux décisions les concernant, qui guident la recherche et l'intervention sociale auprès des populations marginalisées et pauvres (B. L. Simon, 1994). Analyser cette approche d'*empowerment* dans le contexte de lutte contre l'extrémisme violent prend tout son sens en sociologie de l'action publique.

Les recherches sur l'extrémisme violent renvoient aux opinions et aux actions de ceux qui approuvent la violence ou y ont recours au nom d'objectifs idéologiques, religieux ou politiques (Living Safe Together, 2016). A cet égard, l'extrémisme violent peut s'entendre d'une utilisation de la violence parallèle à un engagement idéologique visant des objectifs politiques, religieux ou sociaux (S. Atran, 2015). Cette définition inclut le terrorisme et d'autres formes de violence sectaire et motivée par des raisons politiques. Le recours à la violence motivé par des raisons idéologiques, et généralement étayé par des théories du complot (O. Klein, 2022), est au cœur du concept d'extrémisme violent. Ainsi, la violence physique, mais aussi la violence symbolique²⁰, sont à considérer sans que la première ne soit fatalement envisagée comme l'issue évidente et naturelle de l'extrémisme. Le travail ne discute pas les enjeux définitionnels autour de ce qui serait « extrême » ou « modéré », toujours à considérer vis-à-vis d'une norme.

Dès lors, comment les stratégies d'*empowerment* reconfigurent-elles les rapports entre les structures de l'État et les communautés à la base ? Partant de l'idée que la collaboration de la population est essentielle contre l'extrémisme violent (P.-S. Handy et *al.*, 2021), l'objectif de cette recherche est d'analyser la place qu'occupent l'*empowerment* participatif dans les politiques de lutte contre l'extrémisme violent au Togo. S'il est vrai que ces derniers temps les FDS et les populations ont établi une collaboration innovante pour répondre efficacement à cette menace sécuritaire, elle dépend à long terme de la capacité de l'État à garantir leur sécurité et éviter que les populations ne soient que de simples viviers d'informations. Même si le développement de l'*empowerment* des communautés est, dans sa philosophie, à la base même de la lutte contre l'insécurité,

²⁰ On fait référence ici aux manifestations d'intolérance et de discrimination à l'égard des groupes ethniques soupçonnés d'avoir des liens avec les groupes ethniques dans la Région des Savanes.

le contexte actuel nécessite probablement de le théoriser, le contextualiser, l'adapter à un nouvel environnement.

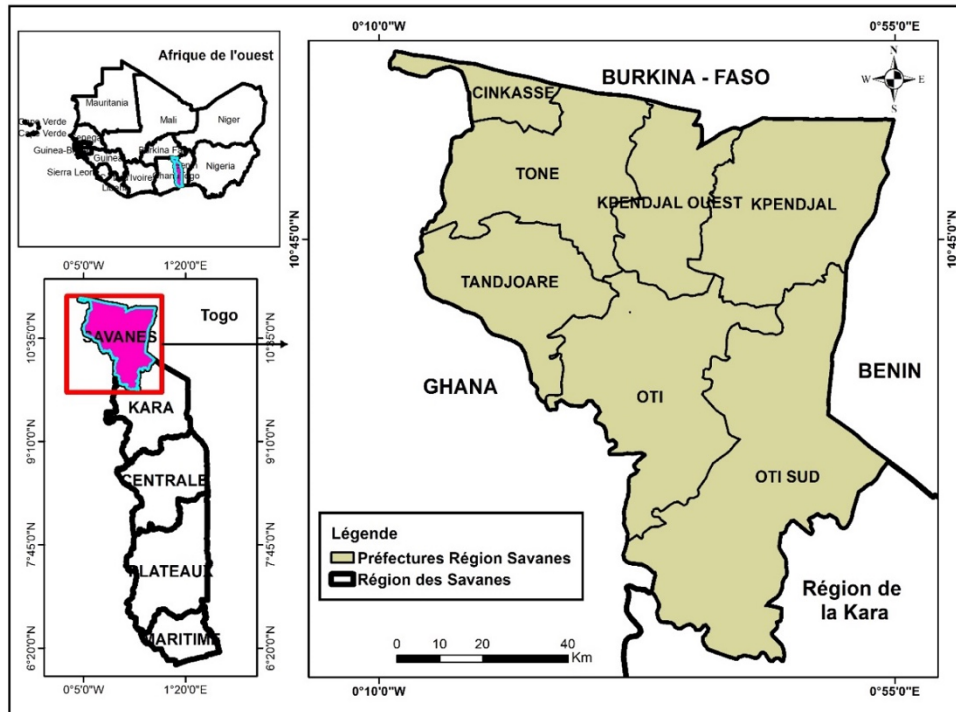
1. Matériel et méthodes

1.1. Le milieu d'étude

Cette étude s'est déroulée dans la Région des Savanes, dans l'extrême Nord du Togo. C'est la cinquième région économique du pays et la troisième la plus étendue, avec une superficie de 8 470 km², soit 15% de la superficie du territoire national (Inseed, 2022). Elle est limitée au Nord par le Burkina Faso, à l'Est par le Bénin et à l'Ouest par le Ghana. La Région de la Kara constitue sa limite Sud qui est en même temps sa limite administrative. La Région des Savanes est une région multi-ethnique avec une représentation forte des Moba-Gurma, les plus nombreux, suivis des Tchokossi ; les autres ethnies dans la région sont : Gangam, Boussansse, Natchaba, Peuhls et Mossi (Inseed, 2022).

Le climat de la Région est de type tropical soudanien unimodal caractérisé par une saison sèche (novembre à mai) et une saison pluvieuse (juin à octobre). La population de la région est estimée en 2022 à 1 143 520 avec une densité de 97 hbts /km² (Inseed, 2022). L'économie de la région est basée sur les ressources qui proviennent de l'artisanat et du commerce (dans la zone urbaine), de l'élevage, mais surtout de la culture du coton, du maïs et de l'igname (dans les zones rurales). Au niveau administratif, la Région des Savanes compte sept préfectures à savoir les préfectures de Cinkassé, de Kpendjal, de Kpendjal-Ouest, de l'Oti, de l'Oti-Sud, de Tandjoaré, de Tône (Figure 1).

Figure 1 : Localisation géographique de la zone de l'étude



1.2. Méthode et collecte de données

La démarche méthodologique repose sur l'analyse des sources documentaire et sur des entretiens semi-directifs.

1.2.1. Étude documentaire

Le but est d'établir une bibliographie sur les ressources en prévention et lutte selon différentes catégories. A cet effet, nous avons réalisé une revue approfondie de la littérature afin d'identifier des programmes de prévention et de lutte dans la Région des Savanes. Afin de faciliter la stratégie de recherche, nous avons fait recours aux revues scientifiques telles que : Les Cahiers du CELTHO, Revue ivoirienne de gouvernance et d'études stratégiques (RIGES), Afrique contemporaine, Critical Studies on Terrorism, Dynamics of Asymmetric Conflict, International Review of Sociology, Journal of International Women's Studies, Politique africaine, Revue Africaine sur le Terrorisme (CAERT).

Au Togo, nous avons effectué une recherche additionnelle approfondie de la littérature grise en utilisant Google. Cette étape et les suivantes ont été fondamentales, notamment dans le cas de la Région des Savanes, car une grande partie de l'expérience des programmes mis en place n'a pas été publiée dans des revues scientifiques. En outre, les sites Web des organisations travaillant de façon directe ou connexe dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au Togo ont été consultés pour collecter d'autres documents afin d'enrichir l'analyse.

Ces organismes ont été sélectionnés à partir d'une cartographie des acteurs réalisée par le projet de Cohésion sociale des régions nord du golfe de Guinée (COSO) de façon préalable²¹ et de l'information fournie par des revues en ligne. Il s'agit notamment du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CEAT-UA), Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV), Centre International pour la Prévention de la Criminalité (CIPC), Conseil de Sécurité des Nations unies, Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), Friedrich Ebert Stiftung (FES), International Crisis Group (ICG), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour la science et la culture (UNESCO), United States Institute of Peace (USIP), United States (USAID).

1.2.2. Entretiens individuels

Nous nous sommes appuyés sur des entretiens avec des expertes et experts concernées afin d'enrichir la collecte des données sur les programmes d'*empowerment* et de l'extrémisme violents. Dans la plupart des cas, il s'agissait d'entretiens individuels semi-dirigés auprès des chercheurs, intervenants de programmes, preneurs de décision travaillant dans ce domaine de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. La confidentialité des personnes interviewées était garantie et assurée par l'enquête. Ainsi, 17 entretiens semi-directifs ont été menés dans la Région des Savanes

21 Voir <https://anadeb.org/wp-content/uploads/2024/01/RAPPORT-ETUDE-DIAGNOSTIC-SUR-LA-COHESION-SOCIALE-AU-TOGO-1.pdf>

et à Lomé, des 22 au 27 janvier 2024, avec des actrices et acteurs institutionnels, de la société civile et des partenaires internationaux.

1.2.3. Traitement et analyse des données

Les informations collectées ont été préalablement enregistrées sur téléphone portable, puis transcrites en utilisant une analyse thématique de contenu à l'aide du processus de codage déductif, conformément à la méthode de traitement des informations qualitatives de J. Andreani et F. Conchon (2003).

Tableau 1 : Traitement des données qualitatives

Traitement sémantique	Traitement statistique
Traitement manuel	Traitement informatique
Analyse empirique des idées, des mots, et de leurs significations	Analyse statistique des mots et des phrases
Professionnels des études	Chercheurs académiques

Source : J.-C. Andreani et F. Conchon, 2003, p. 8.

L'analyse des données a tenu compte d'une revue de la littérature scientifique, de la littérature grise et des entretiens semi-dirigés. Les principaux documents identifiés dans la littérature grise ont été référés dans le cadre de cette recherche. Nous avons aussi structuré un canevas pour permettre la plus grande harmonie sur le fond et la forme. Les entretiens semi-directifs réalisés avaient, quant à eux, pour objectif de compléter l'information disponible dans les revues de littérature. Ils ont aussi permis d'accéder aux perceptions, aux observations et aux conclusions des actrices et acteurs locaux impliqués dans les politiques de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, permettant d'être le plus haut fait des réalités actuelles sur le terrain.

Enfin, dans la présente recherche, l'analyse est principalement une approche « top-down » ou descendante, se focalisant sur les initiatives mises en œuvre par l'État. Néanmoins, la littérature grise a pu donner des explications concernant les initiatives faites par les sociétés civiles, permettant d'illustrer l'ensemble des programmes et

dynamiques entre personnes praticiennes dans la Région des Savanes.

2. Stratégies togolaises pour une mise en cohérence des politiques de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent

2.1. La participation : nouvelle forme prévention et de lutte contre l'extrémisme violent

La participation est considérée comme l'approche togolaise de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Pour les pouvoirs publics togolais, « la collaboration des populations est essentielle contre le phénomène de l'extrémisme violent » (Propos d'un cadre du secrétariat permanent du CIPLEV, à Lomé, le 13 décembre 2023). En effet, la lutte contre l'extrémisme violent est devenue, depuis 2018, une priorité des politiques de sécurité déployées dans la Région des Savanes au Togo. Le gouvernement a ainsi arrêté, dans des différents dispositifs législatifs et réglementaires, un ensemble de mesures qui visent notamment à sensibiliser la population, en général, et celles des zones à risque sur le phénomène, et à renforcer la cohésion sociale de manière à empêcher son émergence.

L'idée qu'il faille combattre l'extrémisme violent par des mesures préventives qui exigent la participation de la population civile n'est pas nouvelle. Elle remonte à l'histoire coloniale et rappelle les méthodes utilisées pour réprimer les mouvements insurrectionnels (F. Ragazzi, 2018). Et la nécessité pour l'État de « gagner les cœurs et les esprits » de la population en plaçant les acteurs communautaires au centre de la politique engagée en la matière est une notion qui est précisément issue du soutien communautaire en faveur des initiatives étatiques.

Les participants ont noté que chacun doit devenir le gardien du pays. Il semble donc exister un soutien massif en faveur de l'État et ses initiatives de prévention de l'extrémisme violent. Pour preuve, les enquêtés révèlent que depuis un moment, la population est prudente lorsqu'une nouvelle organisation nationale ou régionale tente d'opérer dans la communauté. Afin de remporter le soutien

de la communauté, lesdites organisations doivent prouver leur bien fondé et contextualiser leurs programmes par rapport à l'environnement socio-économique et culturel dans lequel ils opèrent. Le rôle de l'État s'affirme ainsi dans le soutien aux communautés et exerce une influence. La participation est donc un moyen utilisé par l'administration pour gagner, à sa cause, les populations locales grâce auxquelles elle obtiendra la coopération communautaire.

Le gouvernement prône d'instituer un rapport collaboratif avec les populations à la base, les jeunes, les femmes, les transporteurs, les commerçants, les revendeurs de tout article ou produit. La participation dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent désigne donc des pratiques de recueil et d'analyse des données sur les zones à risques, donc un travail étroit dans le cadre d'une relation complexe, avec la puissance publique (Considération d'un membre du CIPLEV, à Lomé, le 23 décembre 2023).

En 2019, la participation poursuit sa diffusion avec le vote des lois sur la décentralisation et l'organisation des élections communales et amplifie encore sa résonance, au prix toutefois, d'un nouveau glissement de sens.

Ce changement dans la sphère du pouvoir locale, avec la décentralisation sont sources pour la lutte contre l'extrémisme violent au sein des collectivités locales, parce qu'il semble annoncer un renouveau de la démocratie participative (Observation de la Maire de la Commune de l'Oti 2, à Barkoissi, le 10 décembre 2023).

Simultanément, le mouvement de décentralisation produit dans le secteur de la sécurité un ensemble d'activités de concertation et d'échanges avec les élus locaux et des leaders communautaires. Dans ce contexte la notion de participation connaît un nouvel emploi également, dans le champ des politiques sociales au profit des populations à la base. Associé au mot d'ordre de l'*empowerment*, il se répand au Togo pour signifier aussi la prise en charge des collectivités et des individus par eux-mêmes, de leur destinées sécuritaires, économiques, professionnelles et sociales. On constate

un foisonnement d'actions publiques qui accompagnent la lutte contre l'extrémisme violent à travers les projets sociaux, professionnels et économiques : programme d'urgence pour le renforcement de la résilience des populations de la Région des Savanes (PURS), projet de cohésion sociale des régions nord du golfe de Guinée (Projet COSO), projet Savanes Motaog, notamment.

Un tel glissement est permis par l'ambiguïté du terme : *empowerment*, en anglais, que soulignent aussi J. Donzelot et *al.* (2003) à propos des États-Unis et de la France. L'*empowerment* a, en effet, connu dans ce pays une faveur croissante depuis les années 1960, en étant toutefois interprété différemment par les démocrates et par les républicains. Pour les premiers, il met l'accent sur la force du collectif, de la « communauté ». Pour les seconds, il désigne la sortie de la dépendance des individus envers l'État, le dépassement de la logique assistancielle. Or, cette double exigence est également ce qui est recherché à travers la « participation des populations » ; mais elle est impossible à atteindre s'il n'y a pas de sécurité.

Cette analyse met en évidence deux traits importants de la réinterprétation de la participation comme *empowerment*. D'une part, dans le champ de la sécurité, ce concept glisse vers une conception de la mobilisation qui ne remet pas en cause le pouvoir de l'autorité centrale mais invite les élus locaux et les leaders communautaires à continuer à collaborer avec les FDS dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. D'autre part, le concept d'*empowerment* permet aussi, dans les politiques de sécurité, de réinterpréter l'exigence de participation à l'aune des individus, notamment, bénéficiaires des projet de développement local.

Au total, il ressort de la diversité des usages que les variations du concept s'élaborent autour d'un fil conducteur à savoir, la volonté à permettre aux populations à la base d'accéder à un pouvoir ou, à une parcelle de pouvoir, ce qui correspond aussi à l'ambition de corriger la centralisation des prises de décision. C'est à partir de ce fil conducteur, que nous proposons maintenant de construire les acteurs de la co-production de l'action publique de lutte contre l'extrémisme violent au Togo.

2.2. Les acteurs de la co-production de l'action publique de lutte contre l'extrémisme violent

Le Togo a adopté un arsenal juridique afin d'être en mesure de traiter les cas d'activités des groupes extrémistes violents sur son territoire. Si le principe de l'article 5 de la loi relative à la sécurité intérieure stipule que : « L'État a le devoir d'assurer la sécurité en veillant, sur l'ensemble du territoire national, à la défense des institutions et des intérêts nationaux, au respect des lois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la protection des personnes et des biens », il apparaît que : « Il [État] associe à la politique de sécurité, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale, ainsi que les représentants des professions, des services et des associations œuvrant pour la lutte contre la délinquance ». Ainsi, à côté de l'État, à travers les forces de défense et de sécurité (FDS), participent d'autres acteurs non institutionnels.

2.2.1. Les acteurs institutionnels du processus stratégique de la prévention au Togo

Le Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent : une stratégie civile de la prévention

L'architecture des acteurs de la mise en œuvre des politiques de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent a connu une reconfiguration depuis 2019, conformément au décret n° 2019-076/PR portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV). Mécanisme multisectoriel qui inclut la société civile aux côtés de l'administration et des forces de défense et sécurité, le CIPLEV est appelé à jouer un rôle central dans le dispositif togolais de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. « L'idée de créer le CIPLEV est née de la volonté des autorités togolaises d'émanciper les actions de prévention de leur ancrage militaro-sécuritaire initial » (Affirmation d'un membre du CIPLEV, à Lomé, le 12 janvier 2024). Conçu comme une structure multisectorielle, le CIPLEV a pour mission, d'une part, d'éradiquer ou de réduire sensiblement la propagation de l'extrémisme violent sur l'ensemble du territoire togolais et

d'autre part, de renforcer la coopération et la collaboration entre l'administration, les forces de défense et de sécurité et la société civile.

Le CIPLEV est composé de 18 membres issus de différents ministères, de l'état-major général des forces armées togolaises, de représentants de différentes confessions religieuses et de la société civile. Au niveau local, il travaille avec les comités préfectoraux et cantonaux, et rend compte à un comité de suivi composé des ministres chargés de la sécurité, de l'administration territoriale, de la défense, des finances, de l'action sociale et du développement à la base. Le Comité préfectoral est composé de 17 membres issus de l'administration publique, des Forces de défense et de sécurité (FDS), de la société civile et des confessions religieuses. La composition du Comité cantonal varie en fonction des services présents dans le canton et du nombre de villages. Organe principal de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, le CIPLEV est un mécanisme d'alerte précoce dont le but est de générer des données qui informent la prise de décision politique à plusieurs niveaux (canton, commune, préfecture et gouvernement).

Depuis sa création en 2019, le CIPLEV s'est surtout employé à déployer toutes ses structures aux niveaux préfectoral et cantonal. L'installation et la formation des comités locaux se sont faites en priorité dans les régions des Savanes, de la Kara et centrale, conformément aux profils des risques identifiés dans ces zones. Le CIPLEV a mis sur pied un dispositif d'alerte précoce afin de recueillir et analyser les informations en provenance des différents démembrements. Il est basé au siège du CIPLEV à Lomé et est animé par des analystes (Extrait d'entretien avec un cadre du secrétariat permanent du CIPLEV, le 12 décembre 2023, à Lomé).

Les défis liés à la gestion du dispositif d'alerte précoce du CIPLEV et de coordination des actions de prévention sur toute l'étendue du territoire ont conduit à la mise en place d'un secrétariat permanent et aux recrutements de personnels d'appui. Ces derniers sont basés au siège du CIPLEV à Lomé et sont également déployés auprès des Comités locaux dans les trois régions. D'origine récente, la coordination des initiatives de prévention de l'extrémisme violent

et de la radicalisation se fait à travers un cadre de concertation composé de tous les acteurs intervenant dans la prévention (société civile, représentations diplomatiques, agences de développement, organisations non gouvernementales) ainsi que du CIPLEV.

Les membres se réunissent de manière périodique, conformément au décret portant création du CIPLEV, et s'informent sur les actions menées et prévues ainsi que sur les défis rencontrés par les uns et les autres. La responsabilité de cette coordination échoit au CIPLEV qui est appelé à jouer un rôle de cadrage (Propos d'un membre du CIPLEV, à Lomé, le 19 décembre 2023).

Il s'agit d'orienter les actions de ses acteurs sur le terrain afin d'éviter les duplications, mutualiser les efforts et traiter des facteurs de vulnérabilité à l'extrémisme violent dans les régions considérées à risque. En raison de son caractère multisectoriel, les actions du CIPLEV visent toutes les couches de la population. Au sein des comités locaux du CIPLEV, les femmes, jeunes, les personnes handicapées, les comités villageois de développement, les leaders d'opinion, les confessions religieuses (catholique, musulmane, protestante) et les organisations de la société civile sont représentés. Le CIPLEV peut faire recours à toute personne-ressource jugée pertinente. Les Comités locaux du CIPLEV ont vocation à être représentatifs de la population locale. « Dans certains cantons, le représentant des éleveurs peut être associé, car représentant une section importante de la population. Dans d'autres cantons, c'est le représentant des allogènes, ou encore des minorités ethniques » (Observation d'un membre du CIPLEV, à Lomé, le 18 décembre 2023).

Compte tenu du caractère relativement nouveau de l'extrémisme violent au Togo, les actions initiales du CIPLEV ont essentiellement consisté à contribuer à une compréhension partagée du phénomène en son sein, de manière à éviter les nombreuses idées reçues qui génèrent des stigmatisations de communautés entières. La direction technique du CIPLEV a reçu des formations permettant aux membres de disposer d'une connaissance plus nuancée et mieux partagée de l'extrémisme violent et du radicalisme. Une fois les formations internes

dispensées, le CIPLEV a aussi entrepris des actions de sensibilisation auprès des populations et des autorités sur le phénomène de l'extrémisme violent. Il faut cependant noter que jusqu'à présent ces actions ont eu lieu en priorité lors d'installations des comités locaux. Elles n'ont pas encore fait l'objet d'une planification autonome qui, elle-même, gagnerait à être évaluée dans le temps.

Le CIPLEV se conçoit aussi comme un maillon essentiel dans le rapprochement entre les forces de défense et de sécurité et les populations. De nombreux interlocuteurs parmi les personnes interrogées au sein des FDS ont reconnu que la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme ne peuvent être efficaces sans l'implication des populations.

L'opération Koundjoaré : une stratégie militaire de la lutte

L'opération Koundjoaré a été lancée en septembre 2018 par les autorités togolaises dans l'optique de contenir les velléités d'infiltration et d'implantation des groupes terroristes dans la Région des Savanes du Togo, frontalière du Burkina Faso, elle-même considérée comme zone à risque. Cette opération militaire est conduite par l'armée, la police et la gendarmerie et a pour mission de : « Rechercher, intercepter et neutraliser les terroristes dans sa zone de responsabilité ». Cette opération est dans un schéma préventif puisqu'elle vise un premier objectif d'empêcher l'infiltration des groupes extrémistes violents (GEV) présents au Burkina Faso dans le nord du Togo. Il vise également à renforcer le lien entre FDS et populations à travers des actions civilo-militaires et des interventions rapides afin de répondre aux besoins des populations à risque.

Afin de gagner la confiance des populations souvent méfiantes envers les FDS, l'opération Koundjoaré s'accompagne d'actions civilo-militaires au profit des populations de cette zone. Elles comprennent entre autres des consultations et soins médicaux gratuits. Ce renforcement du dispositif sécuritaire a permis d'interpeller certaines personnes suspectes qui étaient recherchées par les FDS du Burkina (Extrait d'entretien avec le

représentant des FAT au CIPLEV, à Lomé, le 18 décembre 2023).

L'opération Koundjoaré compte parmi les mesures où les services de renseignement jouent un rôle prépondérant et recourent aussi à la collaboration de la population.

Autres stratégies de prévention et de lutte : les organisations étatiques œuvrant pour la paix

Un certain nombre d'institutions officielles jouent un rôle de médiation entre les citoyens et le gouvernement sans que celui-ci soit nécessairement lié à la prévention de l'extrémisme violent de la radicalisation. Il s'agit, notamment du Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) et la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). Le HCRRUN est une émanation de la Commission vérité, justice et réconciliation et a été lancé en 2015. Son objectif est de contribuer à apaiser les tensions sociopolitiques nées des violences qui ont émaillé les scrutins successifs depuis 2005. En plus de procéder à des réparations individuelles et collectives, le HCRRUN a aussi installé des comités locaux de paix qui interviennent sur les thématiques de paix ainsi que de prévention de l'extrémisme violent. Ces réparations peuvent prendre la forme d'œuvres d'utilité publique ou de projets de développement dont le but est de réduire les tensions communautaires.

Bien que comptant au nombre des institutions de la République, la CNDH a été conçue comme un organe indépendant de défense des libertés et des droits de l'homme. Elle mène des activités de prévention des conflits au niveau des communautés.

Les cas d'arrestation et de détention arbitraires suite aux élections contestées dans le pays, les actes de tortures et autres mauvais traitements infligés par la police ainsi que le recours de celle-ci à une force excessive dans l'application des mesures liées à la pandémie de COVID-19 et lors de la dispersion de manifestations pacifiques constituent des violations qui sont sources de frustration au sein de la

population (Propos d'un cadre de la CNDH, à Lomé, le 22 décembre 2023).

Elles pourraient être exploitées par les groupes extrémistes violents pour recruter, s'installer et opérer.

2.2.2. Les stratégies hors du dispositif étatique

En dehors du dispositif étatique national, un certain nombre d'acteurs sont impliqués dans la prévention de l'extrémisme violent et de radicalisation au Togo. Il s'agit d'agences étrangères de développement (directement ou indirectement), d'organisations internationales, ainsi que d'organisations de la société civile. Elles mènent directement ou indirectement des interventions visant surtout à identifier et traiter des facteurs de vulnérabilité à l'extrémisme violent au Togo. Une grande majorité de ces actions sont concentrées dans la Région des Savanes et visent de façon générale à renforcer la cohésion sociale. Il s'agit, notamment des projets *Savanes Motaog* et *COSO*.

Le projet *Savanes Motaog* a été lancé en novembre 2020 à l'initiative de Plan International et ses partenaires, notamment l'ONG *Femme, Droit, Développement en Afrique (WILDAF-Togo)*, le Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT) et Aide et Action International, pour renforcer les actions du gouvernement et des autres acteurs en vue de maintenir la cohésion sociale dans la région. Exécuté dans les 7 préfectures de la région des Savanes (qui compte 16 communes et 69 cantons), *Savanes Motaog* a pour objectif de promouvoir les droits politiques et économiques des jeunes et des femmes ainsi que le renforcement de la société civile et des capacités des institutions de l'État au niveau régional. Le projet privilégie un processus participatif et inclusif parmi ces multiples actions.

Le projet de Cohésion sociale des régions nord du golfe de Guinée (*COSO*) est un projet financé par la Banque mondiale sous forme de crédit et de don pour le Bénin et le Togo, et sous forme de crédit exclusivement pour la Côte d'Ivoire et le Ghana. Il vise à améliorer la collaboration régionale et la résilience socio-économique et climatique des communautés frontalières dans les

régions cibles défavorisées des pays du golfe de Guinée exposées aux conflits et aux risques climatiques. Pour le Togo, le projet COSO est mis en œuvre suivant l'approche de « Développement conduit par les communautés-DCC » fondée sur la participation et la responsabilisation des communautés, l'inclusion sociale, l'équité et la transparence, la redevabilité et le développement de synergies.

Les groupes de population les plus ciblés sont les femmes, les filles et les jeunes. Il existe également des initiatives qui appuient directement le CIPLEV dans la mise en place de son système d'alerte précoce. Il existe aujourd'hui peu de visibilité au sujet des initiatives de prévention menées dans l'ensemble du pays. Parmi celles qui sont documentées, on trouve :

- Le renforcement de la résilience du Togo face à l'extrémisme violent (USAID/WANEP-Togo ; Ambassade des États-Unis/TI-MONDO) ;
- Le Programme d'appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin, du Burkina et du Togo (PNUD/OIF ; TI-MONDO/Ambassades des États-Unis).

Les projets, qui bénéficie du soutien financier du Département d'État américain, est mis en œuvre par WANEP-Togo et l'Association TI-MONDO. Leurs objectifs sont, entre autres, de contribuer au renforcement de la résilience nationale face à l'extrémisme violent en appuyant techniquement et financièrement les actions du CIPLEV et ses démembrements préfectoraux et cantonaux. Les données collectées indiquent que ces projets sont basés sur des besoins exprimés par le CIPLEV. Cependant, les ressources limitées et la durabilité ont toutefois été notées dans les entretiens comme étant les principaux défis de ce projet.

2.2.3. Société civile et prévention

La société civile togolaise a connu un bouillonnement particulier dans le sillage du processus de libéralisation politique des années 1990 (A. T. Gogué, 1998). Son évolution est d'ailleurs restée très liée aux mutations du contexte politique. Si elle était surtout orientée vers l'extension des libertés publiques, ce qui justifiait un

certain militantisme, elle s'est aujourd'hui diversifiée et spécialisée (D. F. Gbikpi-Bénissan et L. B. Penn, 2009).

Comme dans de nombreux pays de l'espace ouest-africain, les OSC togolaises représentent des organisations très diverses. Maillon essentiel du lien entre gouvernement et population, les organisations de la société civile, dans leur diversité, ont toujours collaboré avec les partenaires techniques et financiers (PTF) dans la mise en œuvre de leurs programmes (D. F. Gbikpi-Benissan et L. B. Penn, 2009). Même si la prévention de l'extrémisme violent est récente au Togo, des projets bénéficiant de l'appui financier des PTF et mis en œuvre par la société civile existent. Il est cependant important de noter qu'il n'y a pas une pléthore d'interventions sur cette thématique, même si des interventions dans des domaines connexes (gouvernance, prévention des conflits, médiation communautaire, etc.) participent peu ou prou à la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

La majorité des projets prévus ont pour but de réduire des vulnérabilités à l'extrémisme violent au Togo dans des localités considérées « à risque ». Les interventions des OSC ciblent en général les filles, les femmes, les jeunes, les médias, le CIPLEV et ses démembrements locaux. Ces interventions visent à renforcer la résilience du Togo face à l'extrémisme violent, à promouvoir la cohésion sociale au sein des communautés locales et à faciliter la création d'activités génératrices de revenus ». Le principal défi dans la collaboration de la société civile avec les PTF sur la thématique est surtout lié au caractère récent de l'EV au Togo et de sa prévention. En raison de cela, un nombre réduit d'acteurs ont une compréhension nuancée du phénomène et ont du mal à développer les compétences requises (Extrait d'entretien avec le responsable de programme de TI-MONDO, à Lomé, le 23 décembre 2023).

Ce défi explique au moins en partie la capacité limitée des OSC togolaises à capter les financements disponibles auprès des PTF présents au Togo et ouverts sur cette thématique. L'expertise développée par les OSC dans la collaboration avec l'État togolais, les collectivités territoriales, les agences internationales et l'ensemble des partenaires techniques et financiers constitue un

enjeu crucial dans la prévention et le lutte contre l'extrémisme violent au Togo.

2.2.4. La participation de la population contre l'extrémisme au Togo : une effectivité toujours mitigée

Les attaques terroristes se multiplient au Togo. Depuis les premiers incidents survenus respectivement en novembre 2021, le mode opératoire des groupes extrémistes violents a évolué. Les attaques qui ciblaient que les forces de défense et de sécurité (FDS) se multiplient contre les villages faisant des victimes parmi la population. Les groupes utilisent aussi de plus en plus d'engins explosifs improvisés qu'ils déposent sur les axes routiers.

Les attaques du 10 février 2023 contre les villages de Tola et Gningou, dans la région des Savanes au Togo en sont une illustration. Elles ont causé la mort d'au moins 31 personnes.

Ces agressions ont déjà poussé plus de 32 000 Togolais à quitter leurs localités. Les déplacées internes et les réfugiés du Burkina Faso sont actuellement accueillis dans des familles au nord du Togo et risquent de peser sur les besoins humanitaires dans les localités d'accueil. L'insécurité restreint les déplacements et perturbe les activités génératrices de revenus, telles que l'agriculture, la pêche, les marchés et le commerce transfrontalier, qui sont pourtant vitales et contribuent à la résilience des populations. Des écoles et de centres de santé dans les zones touchées par les attaques au Togo ont été fermés. Des enlèvements de personnes soupçonnées de collaborer avec les FDS, ainsi que des vols de bétails, sont régulièrement rapportés.

Dans un contexte sécuritaire de plus en plus délétère, la collaboration entre l'État et les civils comporte des risques pour les populations. Les mesures adoptées par les autorités du Togo et qui visent à impliquer les populations dans la recherche de solutions, notamment pour fournir des renseignements deviennent difficiles. En effet, dans un contexte où les civils sont de plus en plus ciblés par des attaques, renforcer la collaboration entre l'État et les populations sans que leur protection ne soit une priorité stratégique les rendra plus vulnérables.

Les enquêtés signalent que des personnes ayant interagi avec les FDS ont toujours subi des menaces. Ils rapportent que les groupes extrémistes violents ont à plusieurs reprises menacé les populations de représailles si elles collaboraient avec l'État. Une analyse approfondie des risques est donc nécessaire pour une réponse impliquant les populations. L'efficacité de la stratégie de « coproduction » de la sécurité du Togo dépendra également d'une bonne appréciation des obstacles à une collaboration optimale entre l'État, ses représentants et les populations. Dans un contexte de multiplication des attaques terroristes, de psychose et de méfiance générale, les FDS devront notamment veiller à appliquer strictement les règles de protection des sources.

La collaboration avec l'État doit les considérer dans leur globalité. Certains comportements devraient être évités. Les populations ont rapporté des faits de racket, de tracasseries sur les routes, d'amalgames et de stigmatisation des communautés par les FDS ainsi que des violations des droits humains dans le cadre des opérations antiterroristes. A long terme, l'efficacité de l'approche passe aussi par une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité, garante de la transparence, de l'anticipation, de la redevabilité et du professionnalisme des FDS.

Aussi, les initiatives visant à encourager les populations à contribuer à la lutte contre l'insécurité doivent se garder de percevoir les communautés uniquement comme des viviers d'informations. L'implication des populations devrait avant tout avoir pour objectif de renforcer la confiance avec l'État et de créer des cadres d'échanges de façon à prendre en compte les attentes et les besoins des populations et d'y répondre durablement.

En début 2022, les autorités togolaises ont lancé le Programme d'urgence pour la région des Savanes au Togo pour renforcer la résilience des populations. Son efficacité dépendra de sa capacité à réduire les vulnérabilités socio-économiques susceptibles d'être instrumentalisées par les groupes extrémistes violents. Elle dépendra aussi de sa capacité à améliorer les conditions de vie des populations, y compris celles qui sont déjà directement affectées par l'insécurité.

Enfin, au regard du caractère dynamique de la menace, l'impact réel des différentes réponses sur les populations doit être continuellement évalué afin que les ajustements nécessaires soient apportés au fur et à mesure que la menace évolue. Cela permettra aux autorités béninoises et togolaises de répondre aux besoins des populations et d'assurer leur sécurité. Ces conditions sont essentielles pour garantir une collaboration à long terme entre l'État et la population.

3. Discussion

3.1. Apports de la recherche

L'analyse des données et stratégies mis en place par les autorités togolaises, avec le soutien de la communauté internationale et de la société civile, pour faire face à l'extrémisme violent venu du « sahel central » (A. Abbo, 2023), suggère un processus d'*empowerment*. Comme dans ses usages internationaux, la mobilisation du concept de l'*empowerment* au Togo se fait au profit de projets très divers. Les résultats de la recherche indiquent que l'*empowerment* est adopté dans la communication publique togolaise dans une chaîne d'équivalences, qui articule développement à la base, lutte contre la pauvreté, protection des femmes, autonomie, participation, inclusion, promotion de la condition de vie, paix durable, changement, productivité, responsabilité, entrepreneuriat. Il commence aussi à entrer dans le vocabulaire de la sécurité. On voit apparaître des méthodes dites d'*empowerment* et des formations à l'*empowerment* pour les populations des zones affectées ou à risque. Ces importations sont fortement influencées par la littérature et la participation des populations locales comme mode d'*empowerment*, qui s'inscrivent dans le prolongement de la sociologie de l'action publique et défendent l'idée de recentrer la sécurité sur le sujet.

Les résultats de la recherche montrent que les populations veulent participer à la sécurité qu'elle soit collective ou individuelle. Au vu des témoignages recueillis, ces résultats peuvent être confrontés à d'autres recherches scientifiques. Les études scientifiques comme celle de M. A. Zimmerman et J. Rappaport (1988) établissent hors de tout doute une corrélation entre la participation dans des organisations communautaires et l'*empowerment*. Pour A. K. Saidou

(2019), la participation du citoyen dans la gouvernance sécuritaire prend la forme de dispositifs institutionnels mis en place « par en-haut » et qui visent à faire en sorte que celles et ceux qui détiennent le pouvoir partagent celui-ci. Par conséquent, l'*empowerment* apparaît comme « le développement des ressources et compétences des pauvres, pour leur donner les moyens d'intervenir dans les institutions qui gouvernent leurs vies, de négocier avec ces institutions, de les influencer, de les contrôler et de les responsabiliser » (D. Narayan, 2004, p. 12).

Penser l'extrémisme violent à partir de l'*empowerment* amènerait ainsi à saisir en même temps les trajectoires communautaires et individuelles et les grands enjeux dans lesquelles celles-ci sont prises, à donner les moyens nécessaires aux stratégies de prévention et de lutte, tout en considérant les individus et groupes concernés comme des acteurs à part entière, à reconnaître et favoriser les dynamiques collectives et communautaires de solidarité, à s'appuyer sur les initiatives endogènes et de positionnement de la société civile, à penser cet enjeu dans une dynamique plus large de transformation. À ces conditions, l'*empowerment* peut constituer une démarche de participation pour lutter contre l'extrémisme violent, contribuant à faire émerger de nouvelles pratiques et dans un même mouvement, des perspectives de transformation sociale. Elle est déjà à l'œuvre dans bien des expériences internationales, après les attentats du 11 septembre 2001.

L'Organisation des Nations Unies et divers organismes (Union africaine, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), ainsi que des pays ont mis sur pied des mécanismes pour répondre aux nouvelles menaces posées par le terrorisme et l'extrémisme violent. En 2017, certains États d'Afrique de l'Ouest (Ghana, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et le Burkina Faso)²² ont créé « l'Initiative d'Accra ». Celle-ci vise à mutualiser les efforts pour mener une lutte efficace contre l'expansion du terrorisme dans le Sahel et certains pays du Golfe de Guinée. D'autres initiatives de coopération sous-régionale regroupant les États qui

²² En 2019, le Mali et le Niger se sont également joints à « l'Initiative » en qualité de membres observateurs. Le Nigeria a été admis comme observateur en 2020.

partagent des frontières ont vu le jour. Le G5 Sahel et la Force multidimensionnelle mixte s'inscrivent dans cette volonté de mutualisation des efforts pour contrer la menace extrémiste violente. Quand bien même les défis sécuritaires continuent de s'accroître au Sahel et se propagent inexorablement vers les pays côtiers, les résultats de ces organisations méritent d'être discutées, approfondies, travaillées.

3.2. Limites du travail

Le présent travail révèle que la participation, marquée par la collaboration, l'implication, la sensibilisation, favorise l'adhésion générale des populations à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent. Malgré ce processus nouveau, l'étude relève que des enlèvements de personnes soupçonnées de collaborer avec les FDS, ainsi que des vols de bétails, sont quotidiens, constituant un ensemble de problèmes (J. Coleman et *al.*, 2021) qui concourent à la remise en cause de la mobilisation collective et de l'idée de coproduction de la sécurité. Ces pratiques correspondent à des facteurs de risques à l'origine de la démobilisation communautaire.

Le risque apparaît être un domaine scientifique pertinent pour conduire l'étude de l'extrémisme violent et l'analyse des conditions de l'action d'urgence en situation extrême (R. Baudouï, 2003). Dans ce sens, l'efficacité de la stratégie de coproduction de la sécurité dépendra d'une bonne appréciation des obstacles à une collaboration optimale entre l'Etat, ses représentants et les populations. Dans un contexte de multiplication des attaques terroristes, de psychose et de méfiance générale, les FDS devront notamment veiller à appliquer strictement les règles de protection des sources.

Plutôt que de centrer l'analyse sur le pouvoir et la responsabilité du CIPLEV, ainsi que ses mécanismes de prise de décision et d'imputabilité, le travail a été beaucoup plus attentif au processus d'appropriation de compétence qui permet aux communautés locales à régler leurs problèmes de sécurité de façon à se sentir en contrôle de leur propre vie.

Les réponses des participants à l'étude sur leurs rôles ont été particulièrement pris en compte, bien qu'elles ne soient pas la problématique centrale du travail. L'analyse n'a pas ignoré le changement social, puisqu'elle réserve une place aux préconisations avancées. Celles-ci apparaissent comme une résultante des effets produits par les campagnes de sensibilisation du CIPLEV, dans la population et dans l'administration, poussant l'une ou l'autre à adopter une vision pluraliste des démarches participatives, dont la diversité et la complémentarité constituent une richesse (L. Blondiaux et J.-M. Fourniau, 2011).

C'est également à une complémentarité entre les dispositifs institutionnels et l'action collective qu'il faut réfléchir. Sans contrepouvoirs, sans action collective, l'empowerment organisé par les institutions a toutes les chances de se réduire à une injonction participative de plus.

3.3. Perspectives de recherches ouvertes

Les résultats permettent de constater que le recours à la participation est lié aux stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, mais aussi aux principes développant la capacité des acteurs locaux et des collectivités d'agir sur les conditions psychologiques, sociales, économiques, politiques, etc., de façon à assurer leur sécurité. La recherche n'a pas pris la crise sécuritaire comme une problématique centrale. À cet effet, elle n'a pas été conduite à étudier l'ensemble des facteurs déterminants de l'extrémisme violent, depuis la gouvernance (faible ou absente), combinée à des expériences négatives de corruption et d'injustice sociale à la base, jusqu'au désir de statut social et de reconnaissance, surtout des jeunes, dans un contexte de chômage élevé et de sous-emploi.

Il a été relevé l'insuffisance d'espaces et de processus inter-acteurs associant les FDS et les populations locales pour la mise en œuvre des politiques de sécurité dans la Région des Savanes. Les enquêtés ont rapporté des faits de racket, de tracasseries sur les routes, d'amalgames et de stigmatisation de certaines communautés par les FDS. A long terme, l'efficacité de l'approche passera aussi par une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité, garante de la

transparence, de l'anticipation, de la redevabilité des élus locaux et du professionnalisme des FDS.

Des initiatives visant à encourager les populations à contribuer à la lutte contre l'insécurité doivent ainsi se garder de percevoir les communautés uniquement comme des viviers d'informations. L'implication des populations devrait avant tout avoir pour objectif de renforcer la confiance avec l'Etat et de créer des cadres d'échanges de façon à prendre en compte les attentes et les besoins des populations et d'y répondre durablement. Le non-recours à l'approche du développement qui s'inspire de l'*empowerment* (autonomisation) ne provient pas seulement de la collaboration entre les FDS et les populations.

Il faut alors revenir aux origines du terme *empowerment* comme une démarche d'émancipation (M.-H. Bacqué et C. Biewener, 2013). Il y caractérise donc un processus présenté comme égalitaire, participatif et local, par lequel les femmes et les hommes développent une « conscience sociale » (M.-H. Bacqué, 2020) ou « une conscience critique » (M.-H. Bacqué, 2021) leur permettant d'acquérir des capacités d'action, un pouvoir d'agir à la fois personnel et collectif tout en s'inscrivant dans une perspective de changement social. L'*empowerment* peut donc être défini avec (D. Narayan, 2004, p. 18) comme « l'accroissement des avoirs et des capacités des personnes pauvres, dans le but de leur permettre de mieux participer, négocier, influencer, maîtriser et responsabiliser les institutions qui ont une incidence sur leurs vies ». Puisque la pauvreté est multidimensionnelle, les personnes pauvres ont besoin de biens et de capacités sur le plan individuel (comme l'accès à la santé, à l'éducation et à l'emploi décent) et collectif (comme la capacité à s'organiser et à se mobiliser pour prendre des décisions collectives et résoudre des problèmes).

La pauvreté, la marginalisation et l'exclusion socio-économique créent un environnement propice au recrutement de nouveaux adeptes (PNUD, 2023). De fait, les conditions qui favorisent l'émergence de ces groupes extrémistes sont multiples (A. Marc et al., 2015 ; L. B. Penn, 2020). Selon G. Segneri (2023), les groupes extrémistes violents trouvent souvent refuge dans des zones

frontalières marginalisées, où l'autorité de l'Etat est faible ou inexistante.

Il apparaît que le processus d'*empowerment* participatif au Togo s'est fait essentiellement à partir d'une porte d'entrée institutionnelle, fournie par le CIPLEV, qui mutualise les efforts de tous les acteurs impliqués pour une riposte collective et efficace. Dans cette réflexion sur la participation dans l'action publique de sécurité, une piste de réflexion est ouverte qui conceptualise l'appel à la participation des citoyens comme une ouverture des institutions publiques à des savoirs qui n'avaient pas auparavant accès à certains espaces et qui interrogent les liens entre les savoirs d'expérience et les savoirs professionnels.

Cet appel reposerait, en partie, sur l'insuffisance des expertises professionnelles pour résoudre certains enjeux, qu'ils soient de nature organisationnelle, clinique, scientifique, éthique et politique : « The practice of deliberative democracy is intended to open to knowledge previously restricted to specific scientific or other communities to lay scrutiny, as well as to open up political arenas to more direct processes of citizen involvement (M. Barnes, 2008, p. 468). Comme le soulignent M. Crawford et *al.* (2002, p. 1263), les institutions publiques semblent avoir réellement besoin des savoirs expérientiels des citoyens pour améliorer les services : « Underlying these changes is the belief that involving patients leads to more accessible and acceptable services and improves the health and quality of life of patients ».

L'opérationnalisation de l'*empowerment* dans les politiques de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent invite à porter une attention aux groupes les plus vulnérables et, notamment les femmes (J. Verschuur, 2003). En termes de posture, il convient de refuser tout essentialisme, c'est-à-dire, de ne pas enfermer ces groupes dans leur vulnérabilité. Par une approche centrée sur l'*empowerment*, il est possible de mettre en lumière une démarche caractéristique d'*empowerment* pour la promotion de la participation de ces groupes à la prise de décision politique.

Une perspective de recherche privilégiant l'évaluation de la prévention de l'extrémisme violent ouvre aussi l'accès aux savoirs

et pratiques d'*empowerment* dans le dessein de donner crédit à des politiques dont les effets sont généralement entourés d'un certain scepticisme. Ceci est d'autant plus important que l'utilisation galvaudée du mot participation a conduit à une dévaluation progressive du concept. La participation signifie tellement de choses pour différentes personnes, que finalement elle ne signifie plus rien (M. Bresson, 2014). Il faciliterait aussi le contrôle de la qualité et contribuerait à améliorer les capacités de contrôle des populations.

Conclusion

L'analyse des données de cette recherche aboutit à la formalisation du processus d'*empowerment* pour la production de sécurité dans les territoires menacés, articulé autour d'un enchâssement de trois types d'*empowerment* : participatif, collaboratif et productif. Si le premier corrobore certaines réflexions déjà menées en sociologie sur l'*empowerment* (J.-L. Prades, 2015 ; M. Carrel, 2017), les deux dernières phases du processus révèlent l'amplitude nouvelle des interventions publiques. Portées par une nécessité supérieure (l'urgence de trouver des solutions à des situations de crise sécuritaire), leurs initiatives se déroulent en dehors des dispositifs traditionnels institutionnels.

L'originalité des stratégies togolaises d'*empowerment* de sécurité réside dans leur caractère transversal et pragmatique, comme le prône la Charte des Nations Unies quand elle invite à prendre les mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix.

Il ressort qu'il y a lieu de reconcevoir des moyens pratiques et novateurs pour aider les populations à faire connaître leurs préoccupations et à y répondre, ainsi qu'à protéger leurs pairs et leurs communautés. L'expérience togolaise de la gestion de la crise sécuritaire, impliquant des acteurs d'horizon divers pour partager la gestion du secteur de la sécurité, est un modèle qui peut être répliquée à l'échelle régionale ; car les systèmes politiques sont appelés à évoluer et devront se réformer pour faire face aux enjeux contemporains de développement et de sécurité. Les processus d'*empowerment*, comme ceux du développement à la base ou de

participation, rappellent, dans le contexte de la mondialisation, que les collectivités territoriales, même en crise, restent des lieux de vie et d'action. Ils peuvent aussi contribuer à réduire les écarts entre l'État et ses populations.

Références bibliographiques

ABBO Ahmadou, 2023, *Le djihad peul au sahel central. Protection de la communauté, insurrection sociale ou revendications politiques ?* Paris, L'Harmattan.

ATRAN Scott, 2015, "Role of Youth: Countering Violent Extremism, Promoting Peace, Addressing the UN Security Council, Psychology Today". <https://www.psychologytoday.com/blog/in-gods-we-trust/201505/role-youth-countering-violent-extremism-promoting-peace>

BACQUE Marie-Hélène, 2021, « L'empowerment ou pouvoir d'agir : une notion utile ? », *Dossier « Penser les migrations à la lumière du pouvoir d'agir »* [En ligne] URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2021/11/28/defacto-029-03/>

BACQUE Marie-Hélène et BIEWENER Carole, 2013, « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? », *Idées économiques et sociales*, n° 173, p. 25-32.

BACQUE Marie-Hélène et BIEWENER Carole, 2015, *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Paris, La Découverte.

BARNES Marian, 1999, "Users as Citizens: Collective Action and the Local Governance of Welfare", *Social Policy & Administration*, n° 33, vol. 1, p. 73-90 [En ligne] URL: <https://doi.org/10.1111/1467-9515.00132>

BAUDOUÏ Rémi, 2003, « Guerre et sociologie du risque », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 1, n° 114, p. 161-174 [En ligne] URL : <https://www.cairn.info/revue-cahiers-internationaux-de-sociologie-2003-1-page-161.htm>

BLONDIAUX Loïc, FOURNIAU Jean-Michel, 2011, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie :

beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, vol. 1, n° 1, p. 8-35
[En ligne] URL : <https://www.cairn.info/revue-participations-2011-1-page-8.htm>

BRESSON Maryse, 2014, « La participation : un concept constamment réinventé », *Socio-logos* [En ligne] URL : <http://journals.openedition.org/socio-logos/2817>

CARREL Marion, 2017, « Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation », *Vie sociale*, vol. 3, n° 19), pp. 27-34.

COLEMAN Julie, DAL SANTO Elena, DEMUYNCK Meryl, VELLAGE Luca et VERMEERSCH Élise, 2021, *Les dynamiques du soutien et de la participation à l'extrémisme violent. Comprendre les attitudes des jeunes Maliens à l'égard de l'extrémisme violent*, Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la Justice (UNICRI) et Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT), 79.

CRAWFORD Mike J., RUTTER Deborah, MANLEY Catherine, WEAVER Timothy, BHUI Kamaldeep, FULOP Noami et TYRER Peter, 2002, « Systematic review of involving patients in the planning and development of health care », *British Medical Journal*, vol. 325, n° 7375, pp. 1263-1265 [En ligne] URL: <https://doi.org/10.1136/bmj.325.7375.1263>

DANE Carole, 2007, « L'empowerment, un concept pour la France ? », *Vie sociale*, 2, p. 59-72 [En ligne] URL : <https://doi.org/10.3917/vsoc.072.0059>

DE HAAN Léo, 1993, *La région des Savanes au Togo -L'Etat, les paysans et l'intégration régionale (1885-1985)*, Paris, Karthala.

DONZELOT Jacques, MEVEL Catherine, WYVEKENS Anne, 2003, *Faire société, la politique de la ville aux États-Unis et en France*, Paris, Seuil.

FREIRE Paulo, 1974, *Pédagogie des opprimés*, Paris, La Découverte.

GBIKPI-BENISSAN Datè Fodio et PENN Laré Batouth, 2009, « Le Togo dans le concert des Nations : d'une coopération étatique

européocentriste marginalisante à une coopération décentralisée et sino-togolaise », *Mosaïque*, n° 009, pp. 127-142.

GOGUE Tchabouré, 1991, « Les ONG au Togo : bilan et défis des années à venir », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, n° 1, p. 97-108.

HANDY Paul-Simon, MATONGBADA Michael et KHADIDIATOU FAYE Adja, 2021, *Etude internationale sur les dispositifs de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents dans l'espace francophone : Cas du Togo*, Institut d'études de sécurité.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES (2020), *Togo - Enquête Harmonisée sur le Conditions de Vie des Ménages 2018-2019* [En ligne] URL : <https://doi.org/10.48529/ww9z-d865>

KLEIN Olivier, 2022, « De la spirale du complotisme à la violence », *Alternatives Non-Violentes*, vol. 1, n° 202, p. 6-10 [En ligne] URL : <https://www.cairn.info/revue-alternatives-non-violentes-2022-1-page-6.htm>

KONLANI Nayondjoa, 2021, « Épuisement des réserves et conflits fonciers inter collectivités dans l'ouest de la région des savanes au Nord-Togo », *Akofena*, n° 07, vol. 1, p. 79-92.

KONRAD-ADENAUER-STIFTUNG, 2022, *La menace djihadiste au nord du Ghana et du Togo : État des lieux et perspectives pour contenir l'expansion*, 60 p.

LIVING SAFE TOGETHER, 2016, *What is violent extremism?* [En ligne] URL: <https://www.livingsafetogether.gov.au/Documents/what-is-violent-extremism.pdf>

MARC Alexandre, VERJEE Neelam et MOGAKA Stephen, 2015, *L'Afrique en développement. Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest*. Agence Française de Développement et Banque mondiale, 215 p.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT A LA BASE, DE L'ARTISANAT, DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES, 2012, *Politique nationale de développement à la base*.

NARAYAN Deepa, 2005, *Measuring Empowerment: Cross-Disciplinary Perspectives*, Washington D. C., The World Bank.

NARAYAN Deep, 2004, *Empowerment and poverty reduction*, Rawat, 396 p.

PENN Laré B., 2017, « Politique publique de l'environnement face aux résistances des populations riveraines du complexe Oti-Kéran-Mandouri », *Revue Sciences de l'environnement*, vol. 2, n° 14, p. 45-66.

PENN Laré B., 2020, « Perceptions locales et déterminants de l'insécurité dans la Région des Savanes au Togo », *RIGES, Revue Ivoirienne de Gouvernance et d'Etudes Stratégiques*, n° 9, p. 223-240.

PRADES Jean-Luc, 2015, « L'imagination participative, Empowerment, pouvoir d'agir et actepouvoir », *Sciences & Actions Sociales*, vol. 2, n° 2, pp. 198-216.SAIDOU Abdoul Karim, 2019, « La participation citoyenne dans les politiques publiques de sécurité en Afrique : analyse comparative des exemples du Burkina Faso et du Niger », *Revue internationale de politique de développement* [En ligne] URL : <http://journals.openedition.org/poldev/3209>

SEGNERI Giordano, 2023, *L'Afrique, épice de l'extrémisme violent : un défi pour la paix et le Développement*, Nations Unies [En ligne] URL : <https://onuinfojeneve.podbean.com/e/l-afrique-epice-de-l-extremisme-violent-un-defi-pour-la-paix-et-le-developpement>

SIMON Barbara Levy, 1994, *The Empowerment Tradition in American social Work: a Histor.* York, Columbia University Press.

SOKEMAWU Koudzo, 2015, « Gestion des conflits entre paysans et éleveurs peulhs de la Région des Savanes au Nord-Togo dans le processus d'un développement durable », *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n° 2, p. 26-39.

TCHAMIE Komlan T. T., 1993, « La protection de l'environnement dans le Nord-Togo », *Revue Geo-Eco-Trop*, N° 17 Tome 1-4, p. 67-79

VERSCHUUR Christine, 2003, « L'« empowerment », des approches contrastées ; études de cas en Amérique latine », *Cahiers*

Revue LES TISSONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de
la Société (RISHS) – N° 0001 – Vol.1 - Juin 2024
e-ISSN : 2756-7532 ; p-ISSN : 2756-7534

Genre et Développement, n°4, Genève, Paris, EFI/AFED,
L'Harmattan, p. 235-250.

WISE Judith B., 2005, *Empowerment Practice with Families in Distress*,
New York, Columbia University Press.